a) De convoquer au plus tard au mois de mars 1975 la première session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale, qui sera brève et essentiellement consacrée aux questions d'organisation, de convoquer au mois de juin la deuxième session, à laquelle les travaux devront autant que possible être en grande partie achevés, et de convoquer ultérieurement, selon les besoins, une troisième session à une date appropriée;

b) D'organiser son programme de travail de manière à garantir qu'une décision définitive sera prise sur les recommandations du Comité préparatoire;

3. *Prie* le Secrétaire général de s'employer, à titre prioritaire, à prendre les dispositions et à réserver les installations nécessaires pour que le Comité préparatoire soit à même de s'acquitter pleinement de son mandat;

4. *Prie en outre* le Secrétaire général, agissant en collaboration avec le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, les chefs de secrétariat des autres organismes des Nations Unies, y compris, le cas échéant, le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Directeur général du Fonds monétaire international, et avec l'aide du Comité de la planification du développement, de présenter au Comité préparatoire, à sa deuxième session, un rapport de synthèse sur l'état des activités économiques internationales, axé sur les difficultés de politique générale auxquelles se heurte l'application du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi que de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et mettant l'accent sur une approche intégrée dans le domaine des produits de base, le développement agricole et industriel, le transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement, l'assistance technique, le transfert et le développement des techniques, les faits nouveaux survenus dans le domaine monétaire et le rôle des sociétés transnationales dans le processus du développement, afin de permettre à la session extraordinaire de contribuer davantage aux changements qu'il convient d'apporter à la configuration générale des relations économiques internationales;

5. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation effective et étroite avec les Etats Membres, de nommer immédiatement un petit groupe d'experts de niveau élevé, choisis sur une large base géographique et désignés par les gouvernements, en vue de soumettre au Comité préparatoire à sa deuxième session une étude contenant des propositions relatives aux modifications de structure à apporter au système des Nations Unies en vue de le rendre pleinement apte à traiter dans une optique d'ensemble les problèmes de coopération économique internationale, compte tenu entre autres des faits nouveaux survenus dans les domaines du commerce, du financement, de la réforme monétaire internationale, de l'agriculture et de l'industrialisation, et eu égard, le cas échéant, aux travaux pertinents déjà entrepris en vue de la révision des accords entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie ato-

mique, propositions qui pourraient conduire à accroître le rôle joué par les organismes des Nations Unies dans la fourniture d'un appui efficace et prompt au développement économique et social des pays en voie de développement et qui pourraient être utilisées par le Comité préparatoire dans l'exécution de la tâche visée à l'alinéa b du paragraphe 1 de la résolution 3172 (XXVIII);

6. *Décide* que le Comité préparatoire examinera, en vue de mettre définitivement au point un document récapitulatif contenant des recommandations concrètes sur la base desquelles l'Assemblée générale prendra, à sa session extraordinaire, des décisions qui devraient imprimer un élan aux stratégies de développement sur la base d'objectifs et de mesures de politique de soutien destinés à assurer leur réalisation dans le cadre d'un calendrier précis :

a) La documentation visée aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus et les autres questions qui pourront lui être soumises;

b) Les renseignements fournis par l'opération d'examen et d'évaluation envisagée au paragraphe 17 de la section II de la résolution 1911 (LVII) du Conseil économique et social;

7. *Décide* que la session extraordinaire se tiendra du 1^{er} au 12 septembre 1975.

2323^e séance plénière
17 décembre 1974

3344 (XXIX). Conférence mondiale de la population

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2211 (XXI) du 17 décembre 1966, relative à l'accroissement démographique et au développement économique, adoptée à la suite du Congrès mondial de la population de 1965, et la résolution 1484 (XLVIII) du Conseil économique et social, en date du 3 avril 1970, prévoyant la convocation d'un congrès mondial de la population, le premier à se tenir au niveau intergouvernemental,

Rappelant en outre que le Conseil économique et social a estimé, dans sa résolution 1835 (LVI) du 14 mai 1974, que les résultats de la Conférence constitueraient une importante contribution aux préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant en outre la décision 57 (LVII) du Conseil économique et social, en date du 19 novembre 1974, sur le rapport de la Conférence mondiale de la population⁷⁴, tenue à Bucarest du 19 au 30 août 1974,

Rappelant également ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant, respectivement, la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Vivement préoccupée par l'écart entre les pays développés et les pays en voie de développement ainsi que par les inégalités et les injustices qui existent encore dans les relations économiques internationales,

⁷⁴ E/CONF.60/19 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.XIII.3).

Soulignant que la formulation et l'application des politiques démographiques sont le droit souverain de chaque nation, et que ce droit doit être exercé conformément aux objectifs et aux besoins nationaux et sans ingérence extérieure, compte tenu de la solidarité universelle en vue d'améliorer la qualité de la vie des peuples,

Reconnaissant que la population et le développement sont intimement liés et qu'en conséquence les bases d'une solution efficace des problèmes démographiques résident par-dessus tout dans les transformations et le développement socio-économiques;

Reconnaissant en outre que l'examen des problèmes démographiques ne peut se limiter exclusivement à l'analyse des tendances démographiques,

Estimant que, lors de la formulation des politiques démographiques, il faut tenir compte, en même temps que d'autres facteurs économiques et sociaux, de la dotation en ressources naturelles et de leurs caractéristiques, de la qualité de l'environnement et en particulier des approvisionnements en denrées alimentaires sous tous leurs aspects, et qu'il faut veiller à assurer une répartition équitable des ressources et à réduire le plus possible dans le monde entier leurs utilisations qui constituent un gaspillage,

Ayant examiné le rapport⁷⁴, les résolutions et recommandations⁷⁵ et le Plan d'action mondial sur la population⁷⁶ adoptés par la Conférence mondiale de la population,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport de la Conférence mondiale de la population, y compris les résolutions et recommandations de la Conférence et le Plan d'action mondial sur la population;

2. *Remercie* le Gouvernement roumain de son concours et de sa généreuse hospitalité;

3. *Félicite* le Secrétaire général et le Secrétaire général de la Conférence mondiale de la population pour la bonne organisation de la Conférence;

4. *Affirme* que le Plan d'action mondial sur la population est un instrument par lequel la communauté internationale entend favoriser le développement économique, améliorer la qualité de la vie et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans le cadre plus vaste des stratégies adoptées à l'échelon international en vue d'assurer le progrès national et international;

5. *Souligne* que l'application du Plan d'action mondial sur la population doit tenir pleinement compte du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et contribuer ainsi à sa mise en œuvre;

6. *Invite* les gouvernements à examiner les recommandations concernant les mesures à prendre à l'échelon national et à appliquer les politiques et programmes démographiques qu'ils jugent appropriés;

7. *Demande* à la Commission de la population et aux organes directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, des commissions régionales, des institutions spécialisées et de tous les autres organismes des Nations Unies qui font rapport au Conseil économique et social de déterminer comment chacun d'eux peut faciliter au mieux l'application du Plan d'action mondial sur la popula-

tion et quelles modifications devront éventuellement être apportées à leurs programmes de travail, et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

8. *Prie* le Conseil économique et social, dans le cadre de l'examen approfondi du rapport de la Conférence mondiale de la population auquel il procédera à sa cinquante-huitième session, d'accorder une attention particulière à l'exécution du Plan d'action mondial sur la population et notamment aux tâches consistant à suivre, à revoir et à évaluer le Plan, également au niveau régional;

9. *Prie* le Conseil économique et social de continuer à fournir des directives générales aux organismes des Nations Unies sur les questions concernant la population et, à cette fin, d'examiner ces questions de façon régulière, selon les modalités qu'il arrêtera;

10. *Prie* la Commission de la population à sa dix-huitième session, agissant dans les limites de sa compétence, de présenter au Conseil économique et social à sa cinquante-huitième session un rapport sur les répercussions de la Conférence mondiale de la population, y compris ses répercussions sur la Commission elle-même;

11. *Prie* le Conseil économique et social, à sa cinquante-huitième session, de soumettre ses vues et recommandations, par l'intermédiaire du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération économique internationale, à l'Assemblée lors de sa session extraordinaire et de sa trentième session ordinaire;

12. *Invite* le Secrétaire général à faire rapport au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-huitième session, sur les moyens de renforcer la capacité globale qu'ont les services compétents du Secrétariat, dans les conditions actuelles, de répondre à la nécessité d'adopter en matière démographique une conception large, conforme aux principes et aux objectifs du Plan d'action mondial sur la population;

13. *Demande instamment* d'accroître l'assistance aux pays en voie de développement, conformément aux objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et d'élargir l'assistance internationale dans le domaine de la population, en particulier au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, afin d'assurer la bonne exécution du Plan d'action mondial sur la population.

2323^e séance plénière
17 décembre 1974

3345 (XXIX). Recherche sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant le Plan d'action mondial sur la population qui a été adopté par la Conférence mondiale de la population, tenue à Bucarest du 19 au 30 août 1974⁷⁷, en tant qu'élément essentiel d'un ensemble de stratégies qui, prises ensemble, constituent la stratégie globale de la communauté internationale pour la promotion du développement économique et de la qualité de la vie,

Rappelant en outre la résolution IX de la Conférence mondiale de la population⁷⁸ qui a reconnu :

⁷⁵ *Ibid.*, chap. II.

⁷⁶ *Ibid.*, chap. I.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*, chap. II.